

**Protocole d'accord**  
**entre**  
**le Ministère de l'Industrie et des Ressources Minérales du**  
**Royaume d'Arabie Saoudite**  
**et**  
**le Ministère des Mines de la République Démocratique du**  
**Congo**  
**pour la Coopération dans le Secteur des Ressources Minérales**

Le Ministère de l'Industrie et des Ressources Minérales du Royaume d'Arabie Saoudite et le Ministère des Mines de la République Démocratique du Congo (ci-après dénommés les "Parties"), désireux de renforcer les liens d'amitié entre leurs pays, et d'intensifier le développement de leurs relations de coopération dans le secteur des ressources minérales de manière à soutenir les capacités scientifiques, techniques et consultatives, qui contribuent au développement d'une exploitation durable et optimale des ressources minérales dans les deux pays, afin de contribuer à la poursuite de la croissance économique dans leurs pays, et de promouvoir des phénomènes positifs dans l'économie mondiale, conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays, et selon les possibilités disponibles.

Les parties conviennent de ce qui suit :

*ansel*

*[Signature]*

## **Article Premier**


Ce protocole vise à développer la coopération entre les deux parties dans le domaine des ressources minérales, à échanger des expériences en matière de travaux géologiques et de technologies modernes utilisées dans l'exploration, l'exploitation minière, l'évaluation des minerais, la protection de l'environnement et d'autres sujets liés aux activités minières.

## **Deuxième Article**

Les deux parties développent une coopération technique dans les domaines des ressources minérales, de la recherche géologique et de l'exploitation minière dans les cadres suivants :

- 1- Participation à des conférences, séminaires, séances de travail et programmes liés au domaine de la recherche et de l'exploitation minière, au transfert de technologies modernes utilisées dans la prospection et l'évaluation, à la protection de l'environnement, organisés dans l'un ou l'autre pays.
- 2- Échange d'expériences et d'experts dans le domaine des ressources minérales.
- 3- Formation de géologues, d'ingénieurs miniers et d'environnementalistes à l'exploitation durable des ressources minérales.

*ant*



- 4–Le développement des ressources humaines et le transfert des connaissances dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation minière conformément aux réglementations des deux pays.
- 5–Encourager le secteur privé des deux pays à investir dans le secteur minier et à explorer les opportunités minières disponibles afin d'obtenir des licences d'exploration et d'exploitation minière conformément aux réglementations des deux pays.
- 6–Tout autre domaine de coopération convenu par les deux parties dans le cadre de ce protocole d'accord.

### **Troisième Article**

Les deux parties constituent un groupe de travail conjoint composé d'un nombre égal de représentants des deux parties, chargé de prendre les procédures et mesures nécessaires pour renforcer la coopération découlant du présent protocole, et l'équipe se réunit périodiquement en alternance dans les pays des deux parties, et les réunions de l'équipe peuvent être virtuelles.

### **Quatrième Article**

Chaque partie supporte, en fonction de ses moyens disponibles, les coûts de mise en œuvre des obligations qui lui incombent en vertu du présent protocole d'accord, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

*aux*



### **Cinquième Article**

Les parties préservent la confidentialité des informations et des documents échangés entre elles et ne les utilisent qu'aux fins prévues, conformément à ce qu'elles ont convenu, et ne les transmettent pas à un tiers sans l'accord écrit de la partie qui les a fournis. Les dispositions du présent article resteront en vigueur même après l'expiration du présent protocole.

### **Sixième Article**

Tout différend survenant entre les parties concernant l'interprétation ou la mise en œuvre du présent protocole est réglé en consultation avec elles et au service de leurs intérêts communs. En cas d'absence d'accord, le différend est réglé par les voies diplomatiques des parties et ne peut être soumis au règlement d'un tribunal, d'un organisme ou de toute autre partie.

### **Septième Article**

Ce protocole est sans préjudice des droits et obligations des deux parties découlant de tout traité ou accord de tout autre traité ou accord international bilatéral ou multilatéral.

*amb*

*MA*



## Huitième Article

1. Le présent protocole entre en vigueur à la date de la dernière notification mutuelle entre les deux parties - par la voie diplomatique - confirmant l'accomplissement des procédures réglementaires internes nécessaires à son entrée en vigueur.
2. La durée du présent protocole est de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur et est automatiquement renouvelée pour une ou plusieurs périodes similaires, sauf si l'une des parties informe l'autre par écrit – par la voie diplomatique – de sa volonté de le résilier ou de ne pas le renouveler (quatre-vingt-dix) jours avant la date d'expiration.
3. En cas de résiliation du présent protocole, les dispositions restent en vigueur en ce qui concerne les programmes et projets dans le cadre desquels il a été établi, à moins que les deux parties n'en conviennent autrement.
4. Le présent protocole peut être modifié par accord entre les deux parties, les modifications entrant en vigueur conformément à la procédure définie au paragraphe (1) du présent article.

*anse*



Ce protocole a été signé dans la ville de Riyad le Mardi le 27/06/ 1445, de l'Hégire correspondant au 09/01/ 2024 de l'ère chrétienne en deux exemplaires originaux dans les trois langues : L'arabe, l'anglais et le français sont tous également authentiques. En cas de divergence d'interprétation, c'est le texte en version anglaise qui fait foi.

**Au nom du  
Ministère des Mines**



**En République Démocratique du  
Congo**

**Au nom du  
Ministère de l'Industrie et des  
Ressources Minérales**



**Dans le Royaume d'Arabie  
Saoudite**

**Memorandum of Understanding**  
**between**  
**Ministry of Industry and Mineral Resources of the Kingdom**  
**of Saudi Arabia**  
**and**  
**Ministry of Mines of the Democratic Republic of Congo**  
**For Cooperation in Mineral Resources Sector**

The Ministry of Industry and Mineral Resources of the Kingdom of Saudi Arabia and the Ministry of Mines of the Democratic Republic of Congo (hereinafter referred to as the “Parties”), desiring to strengthen the friendly ties between their countries, and to intensify the development of their cooperative relations in the mineral resources sector in manner that supports the scientific, technical and advisory capabilities, which contribute to development sustainable and optimal exploitation of the mineral resources in the two countries, , in order to contribute to pursuit of economic growth in their countries, and to promote positive phenomena in the global economy, in accordance with the laws and regulations in force in the two countries, and according to the available possibilities.

The parties hereby agree as follows:

*ank*

*[Signature]*

## **First Article**

This memorandum aims to develop cooperation between the two parties in the field of mineral resources, to exchange experiences in geological works and modern technologies used in exploration, mining, ores evaluation, environmental protection and other subjects related to mining activities.

## **Second Article**

The Two Parties shall develop technical cooperation in the areas of mineral resources, geological research, and mining within the following frameworks:

- 1- Participation in conferences, seminars, working sessions and programs related to the field of research and mining, the transfer of modern technologies used in exploration and evaluation, environmental protection held in either country.
- 2-Exchange of experiences and experts in the field of mineral resources.
- 3-Training geologists, mining engineers and environmentalists in the sustainable exploitation of mineral resources.
- 4-The development of human resources and the transfer of knowledge in the field of exploration and mining in accordance with the regulations of the two countries.

*ank*

*[Handwritten signature]*



5–Encourage the private sector in both countries to invest in the mining sector and explore the mining opportunities available to obtain exploration and mining licenses in accordance with the regulations of the two countries.

6–Any other field of cooperation agreed upon by the two parties within the framework of this memorandum.

### **Third Article**

The two parties shall form a joint working group consisting of an equal number from both parties, to take the necessary procedures and measures to enhance cooperation emanating from this memorandum, and the team shall meet periodically alternately in the countries of the two parties, and the meetings of the team may be held virtually .

### **Forth Article**

Each party shall, in accordance with its available means, bear the costs of implementing its obligations under this Memorandum unless the parties agreed otherwise.





### **Fifth Article**

The parties shall maintain the confidentiality of the information and documents exchanged between them and shall not be used except for the purposes designated for them in accordance with what they have agreed upon and shall not be transferred to a third party without written consent of the party who provided them. The provision of this Article shall remain in force even after the expiry of this memorandum.

### **Sixth Article**

Any dispute arising between the Parties regarding the interpretation or implementation of this memorandum shall be settled in consultation with them and in the service of their common interests. In the event that no agreement is reached, the dispute shall be settled through the diplomatic channels of the parties and may not be submitted to any court, body or any other party for settlement.

### **Seventh Article**

This memorandum is without prejudice to the rights and obligations of the two parties arising from any treaty or agreement from any other bilateral or multilateral international treaty or agreement.

*awse*



## Eighth Article

1. This memorandum shall enter into force on the date of the last mutual notification between the two parties – through diplomatic channels – confirming the completion of the internal regulatory procedures necessary for the entry into force.
2. The term of this memorandum is five years starting from the date of the entry into force and is automatically renewed for a similar period or periods, unless one of the parties informs the other in writing – through diplomatic channels – of its desire to terminate or not to renew it (ninety) days prior the date of expiration.
3. In the case of termination of this memorandum, the provisions shall continue in effect with respect to the programs and projects under which it was established, unless the two parties agree otherwise.
4. This memorandum may be amended by agreement of the two parties, the amendments shall enter into force in accordance with the procedure set forth in paragraph (1) of this Article.

This memorandum was signed in the city of Riyadh on Tuesday on 27/06/ 1445 AH corresponding to 09/01/ 2024 CE in two original copies in the three languages: Arabic, English, and French are all

*and*

*[Signature]*

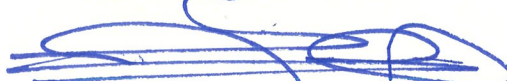
authentic. In case of difference of interpretation, the text in English version shall be the reference.

**On behalf of  
Ministry of Mines**



**In the Democratic Republic of  
Congo**

**On behalf of  
The Ministry of Industry and  
Mineral Resources**



**In The Kingdom of Saudi  
Arabia**



## مذكرة تفاهم

بين

وزارة الصناعة والثروة المعدنية في المملكة العربية السعودية

و

وزارة المناجم في جمهورية الكونغو الديمقراطية

للتعاون في مجال الثروة المعدنية

إن وزارة الصناعة والثروة المعدنية في المملكة العربية السعودية ووزارة المناجم في جمهورية الكونغو الديمقراطية، (المشار إليهما فيما بعد بالطرفين)، رغبةً منهما في تعزيز علاقات الصداقة بين بلديهما، وسعيًا منهما إلى تطوير علاقات التعاون بينهما في مجال الثروة المعدنية، بما يدعم الإمكانيات العلمية والفنية والاستشارية التي تسهم في التنمية المستدامة للثروات المعدنية وحسن استغلالها بصورة أمثل في البلدين، وتوسيعاً لمجالات التعاون في هذا المجال، من أجل تحقيق مزيد من النمو الاقتصادي في بلديهما وتعزيز الظواهر الإيجابية في الاقتصاد العالمي وفقاً للأنظمة والقوانين المعمول بها في البلدين، ووفقاً للإمكانيات المتاحة.

قد اتفقتا على ما يأتي:

### المادة الأولى

تهدف هذه المذكرة إلى تعزيز التعاون بين الطرفين في مجال الثروة المعدنية، من أجل تبادل الخبرات في الأعمال الجيولوجية والتقنيات الحديثة المستخدمة في الاستكشاف والتعدين وتقويم الخامات وحماية البيئة والموضوعات الأخرى المتعلقة بأنشطة التعدين.

ans

## المادة الثانية

يعمل الطرفان على تطوير التعاون التقني في مجالات الثروة المعدنية والبحث الجيولوجي والتعدين ضمن الأطر الآتية:

- 1- المشاركة في المؤتمرات والندوات وجلسات العمل والبرامج المتعلقة في مجال البحث والتعدين ونقل التكنولوجيا الحديثة المستخدمة في الاستكشاف والتقييم وحماية البيئة التي تقام في أي من البلدين.
- 2- مشاركة الخبرات وتبادل الخبراء في مجال الثروة المعدنية.
- 3- تدريب الجيولوجيين ومهندسي التعدين وأخصائي البيئة في مجال الاستغلال المستدام للثروات المعدنية.
- 4- تطوير الكوادر البشرية ونقل المعرفة والتقنية الحديثة المستخدمة ومجالات الاستكشاف والتعدين وتقويم الخامات.
- 5- تشجيع القطاع الخاص في البلدين للاستثمار في قطاع التعدين واستطلاع الفرص التعدينية المتاحة من قبل شركات التعدين للحصول على رخص كشف وتعدين وفقاً للأنظمة المعمول بها في البلدين.
- 6- أي وسيلة تعاون أخرى يتفق عليها الطرفان في إطار هذه المذكرة.

## المادة الثالثة

يشكل الطرفان فريق عمل مشتركاً يتكون من عدد متساوٍ من كلا الطرفين، لاتخاذ الإجراءات والتدابير اللازمة لتعزيز التعاون المنبثق من هذه المذكرة ويجتمع الفريق دورياً بالتناوب في بلدي الطرفين ويجوز عقد اجتماعات الفريق عبر وسائل التقنية.

## المادة الرابعة

يتحمل كل طرف -وفق امكانياته المتاحة- التكاليف المترتبة على تنفيذ التزاماته بموجب هذه المذكرة ما لم يتفق الطرفان على غير ذلك.

ans

### المادة الخامسة

يلتزم الطرفان بالمحافظة على سرية المعلومات والوثائق المتبادلة بينهما وال تستخدم إلا للأغراض المخصصة لها وفقاً لما اتفقا عليه، وألا تنقل إلى طرف ثالث دون موافقة كتابية من الطرف الذي قدمها. ويظل حكم هذه المادة ساري المفعول حتى بعد انتهاء العمل بهذه المذكرة.

### المادة السادسة

يسوى أي خلاف ينشأ بين الطرفين حول تفسير هذه المذكرة أو تنفيذها بالتشاور بينهما وبما يخدم مصالحهما المشتركة. وفي حال عدم التوصل إلى اتفاق فيسوى الخلاف عبر القنوات الدبلوماسية لدى الطرفين ولا يجوز تقديمه إلى أي محكمة أو هيئة أو أي جهة أخرى لتسويته.

### المادة السابعة

لا تخل هذه المذكرة بحقوق والتزامات الطرفين الناشئة عن أي معاهدة أو اتفاقية دولية أخرى ثنائية أو متعددة الأطراف.

### المادة الثامنة

- 1- تدخل هذه المذكرة حيز النفاذ من تاريخ آخر إشعار متبادل بين الطرفين - عبر القنوات الدبلوماسية- يؤكد استكمال الإجراءات النظامية الداخلية اللازمة لدخولها حيز النفاذ.
- 2- مدة هذه المذكرة خمس سنوات وتبدأ من تاريخ نفاذها، وتتجدد تلقائياً لمدة أو مدد مماثلة، ما لم يبلغ أحد الطرفين الطرف الآخر كتابةً -عبر القنوات الدبلوماسية- برغبته في إنهاؤها أو عدم تجديدها قبل (تسعين) يوماً من التاريخ المحدد لإنهاؤها أو انتهائها.
- 3- في حالة انتهاء العمل بهذه المذكرة تستمر أحكامها سارية المفعول بالنسبة إلى البرامج والمشروعات التي نشأت في ظلها، ما لم يتفق الطرفان على غير ذلك.
- 4- يمكن تعديل هذه المذكرة باتفاق الطرفين، ويدخل التعديل حيز النفاذ وفقاً للإجراء الوارد في الفقرة (1) من هذه المادة.

وقعت هذه المذكرة في مدينة الرياض يوم الثلاثاء بتاريخ 1445/06/27هـ، الموافق 2024/01/09م، من ثلاث نسخ أصلية باللغات: العربية والانجليزية والفرنسية وجميع النصوص متساوية في الحجية. وفي حالة اختلاف التفسير، يكون النص باللغة الإنجليزية هو المرجع.

عن

وزارة المناجم  
في جمهورية الكونغو الديمقراطية

عن

وزارة الصناعة والثروة المعدنية  
في المملكة العربية السعودية

